



**LA MISSION D'OBSERVATION DE L'UNION AFRICAINE A L'ELECTION  
PRESIDENTIELLE DU 11 AOUT 2013 AU MALI**

**DECLARATION PRELIMINAIRE**

**I. INTRODUCTION**

A l'invitation du Gouvernement de la République du Mali, la Présidente de la Commission de l'Union africaine, **SE Dr Nkosazana Dlamini Zuma**, a déployé une Mission d'Observation Electorale afin d'observer le deuxième tour de l'élection présidentielle du 11 Août 2013.

La Mission est dirigée par S. E. M. Edem KODJO, Président de la Fondation « Pax Africana », Ancien Secrétaire Général de l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA-UA) et ancien Premier Ministre de la République Togolaise. Elle est composée de 09 (neuf) observateurs à long terme déployés depuis le 15 Juin 2013 et cinquante (27) observateurs à court terme arrivés au Mali le 8 Août 2013. Ces observateurs qui sont des Parlementaires Panafricains, des responsables d'organes de gestion des élections et des membres de la société civile de 26 différents pays africains suivants: Algérie, Bénin, Cameroun, Côte d'Ivoire, Mauritanie, Nigéria, Sénégal.

Elle était assistée par une équipe de fonctionnaires de la Commission de l'UA, du Parlement panafricain et des experts de l'Institut électoral pour une démocratie durable en Afrique (EISA).

La mission d'observation de l'UA est arrivée le 09 Août 2013 et séjournera au Mali jusqu'au 14 Août 2013.

Elle a procédé à l'évaluation du processus électoral au Mali sur la base des informations recueillies lors des réunions avec les parties prenantes et celles impliquées dans l'observation du processus.

Les conclusions préliminaires et les recommandations de la mission sont présentées dans la présente déclaration préliminaire. Un rapport final fournissant une analyse globale et approfondie des observations et recommandations de la mission sur l'ensemble du processus électoral, sera élaboré et publié par le Bureau de la

Présidente de l'Union africaine. Il comprendra aussi les observations formulées par la Mission lors du premier tour de l'élection présidentielle qui a eu lieu le 28 juillet 2013.

Les équipes se sont rendues dans les régions et District suivants:

- Bamako;
- Segou ;
- Sikasso ;
- Kaye;
- Mopti ;
- Kidal;
- Gao;
- Tombouctou ;

Les équipes se sont entretenues avec les parties prenantes impliquées dans les élections dans leurs zones de déploiement respectives et ont identifié les centres où elles ont observé le vote et le dépouillement.

Le Mercredi 31 Août 2013, la Mission d'Observation Electorale de l'Union Africaine a publié une déclaration relative à la tenue du 1<sup>er</sup> tour des élections présidentielles.

Cette déclaration avait salué le comportement civique des Maliens qui s'étaient mobilisés lors du premier tour de l'élection dans une atmosphère pacifique. Elle avait félicité le comportement des acteurs politiques et des candidats à cette élection. Tout en notant quelques faiblesses et irrégularités, la Mission a formulé des recommandations à l'endroit des populations du Mali, des candidats et partis politiques, des organes de gestion des élections et du Gouvernement, en vue d'améliorer le processus électoral au Mali.

Les observateurs de long terme de la Mission d'Observation de l'Union Africaine sont restés sur le terrain à Bamako et à l'intérieur du pays afin de suivre les phases finales de centralisation, de publication des résultats provisoires, de gestion du contentieux et de proclamation définitive par la Cour Constitutionnelle des résultats définitifs de ce premier tour.

Il ressort de l'analyse des données collectées par ces observateurs les éléments suivants :

#### **1- La centralisation et la proclamation des résultats provisoires du premier tour**

Les différentes phases de centralisation des résultats ont connu des retards ce qui a occasionné un retard général dans la proclamation des résultats provisoires. Toutefois, ces résultats provisoires ont été proclamés à la date limite impartie au Ministère de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation, de l'Aménagement du Territoire (MATDAT), au terme des dispositions légales et constitutionnelles. Les observateurs

ont noté que le retard de transmission des résultats de Sikasso à la Commission nationale de centralisation a eu un impact sur les délais de proclamation des résultats définitifs.

Ces retards ont mis en lumière des difficultés de communication entre les instances centrales des organes en charge des élections et leurs démembrements locaux et régionaux. Il convient de corriger ces difficultés afin que les résultats du deuxième tour soient proclamés dans de meilleurs délais.

Les difficultés initialement observées par les équipes de l'Union Africaine relatives aux entraves d'accès aux centres de traitements des résultats par les observateurs ont été progressivement levées et le processus est devenu plus transparent.

## **2- La gestion du contentieux et la proclamation des résultats définitifs par la Cour Constitutionnelle**

Les dispositions légales stipulent que « dans les 48 heures qui suivent la proclamation des résultats provisoires » du premier tour, tout candidat et parti politique peut contester la validité de l'élection présidentielle. Suivant ces dispositions, de nombreuses requêtes ont été formulées. La Cour a statué dans les délais légaux et dans les règles afin de trancher les réclamations formulées. La plupart de ces requêtes ont été jugées non fondées par la Cour Constitutionnelle. Les irrégularités confirmées par la Cour Constitutionnelle n'étaient pas, selon elle, de nature à influencer de façon déterminante le déroulement du scrutin. La Cour Constitutionnelle a procédé à des annulations et rectifications conséquentes, lesquelles rectifications ont fait passer le taux de participation de 51,54% à 48,98%. Cependant les candidats ont conservé le même ordre de classement des résultats provisoires tels que proclamés par le MATDAT.

## **3- La campagne électorale**

La campagne électorale pour le deuxième tour a été particulièrement courte. Cela est dû aux délais constitutionnels de proclamation des résultats provisoires et définitifs et à la gestion du contentieux électoral. En réalité, les candidats n'ont disposé officiellement que de deux jours pour la campagne électorale après la proclamation des résultats définitifs par la Cour Constitutionnelle pour faire campagne. Sur ces deux jours, un jour a été férié et n'a donc pas connu un déploiement conséquent d'activités politiques dans le cadre de la campagne. Cette situation appelle à une réflexion profonde sur les dispositions légales et réglementaires relatives à la campagne électorale du deuxième tour. Une campagne électorale a pour but de mobiliser l'électorat, mais également de permettre aux candidats et partis politiques de convaincre les populations sur la base de leurs programmes, de leurs idéologies et de leurs visions. A défaut d'une campagne électorale appropriée, les taux de participation et la légitimité des personnes élues peuvent en souffrir.

Il est important de renforcer le processus démocratique en intégrant les nouvelles exigences d'un processus électoral ouvert qui donne des chances égales aux idées et à la compétition électorale.

#### **4- Les opérations techniques électorales**

##### **- L'orientation des électeurs**

Contrairement au premier tour, l'orientation des électeurs a été relativement plus aisée. Cela est dû au fait que la majorité des électeurs ont pu identifier leurs bureaux de vote au premier tour. La mise à disposition par la Délégation Générale aux Elections d'ordinateurs et de scanners a facilité l'orientation des électeurs vers leurs bureaux de vote. Les problèmes qui avaient surgi au premier tour ont pu être, en grande partie atténués, si non dans certains cas résolus. Cependant pour les élections à venir, notamment les élections législatives et locales, il conviendrait d'améliorer les systèmes d'orientation des électeurs.

##### **- La localisation des bureaux de vote**

Comme relevé dans la déclaration précédente, les bureaux de vote ont été, dans l'ensemble, situés à des distances raisonnables permettant aux électeurs de se déplacer et d'accomplir leur devoir civique. La localisation des bureaux de vote n'a pas changé pour le second tour, sauf dans le Cercle de Tinansako, où une dizaine de bureaux de vote a été délocalisée vers le Cercle de Kidal, soit à plus de 150 km, pour des raisons de sécurité. Ces bureaux de vote ont enregistré des taux de participation proches de zéro.

##### **- L'ouverture des bureaux de vote**

Les bureaux de vote ont ouvert à l'heure d'une façon générale et sur toute l'étendue du territoire national. Cependant, la pluie qui s'est abattue sur la ville de Bamako principalement a perturbé l'ouverture des bureaux de vote. Certains bureaux de vote ont donc ouvert en retard ; d'autres ont été inondés. C'est le cas de l'Ecole du Fleuve, dans la Commune III où le niveau de l'eau est resté élevé dans le centre de vote jusqu'à la clôture des bureaux de vote, obligeant les électeurs à braver l'inondation afin d'accomplir leur devoir civique.

##### **- Le matériel électoral**

Le matériel a été disposé à temps dans presque tous les bureaux de vote visités par la Mission, mais dans quelques-uns, le matériel est arrivé en retard

##### **- Le personnel des bureaux de vote**

La plupart du personnel électoral était à pied d'œuvre dès 8 heures. Cependant à Bamako, en raison de la pluie, quelques agents électoraux sont arrivés en retard ou étaient absents. Des dispositions ont été cependant prises pour pallier ces retards et absences afin de démarrer les opérations comme prévu.

Il en a été de même pour les délégués des candidats qui ont aussi accusé des retards.

## **- Le déroulement du vote**

Le vote s'est déroulé généralement selon les prescriptions légales et réglementaires. Toutefois, comme au premier tour, quelques dysfonctionnements ont été constatés.

La pose des scellés sur les urnes n'était pas exécutée de la même façon par les agents électoraux et dans certains cas, l'on a pu constater que les scellés ne remplissaient pas les qualités requises garantissant l'inviolabilité des urnes pendant les opérations de vote

Une innovation importante au second tour est que certains bureaux de vote ont affiché les procédures de vote.

Cependant le marquage des bulletins de vote par les électeurs ne s'est pas effectué de la même façon dans tous les bureaux de vote. Pendant que certains agents disposaient l'encrier dans l'isoloir, d'autres trempaient l'index des électeurs avant que ceux-ci se rendent dans l'isoloir. Dans quelques cas, l'encre séchant lentement a taché case du candidat opposé pendant le pliage du bulletin par l'électeur.

Les listes d'émargement bien que réimprimées sont restés dans le même ordre alphabétique confus que lors du premier tour. Les feuillets sont restés isolés et non numérotés comme au premier tour. Mais l'expérience du premier tour a permis aux agents électoraux de surmonter ces difficultés.

Encore une fois, le nombre de mandataires par partis a varié en fonction des bureaux de vote, certains bureaux n'admettant qu'un seul pendant que d'autres admettaient le mandataire et son suppléant.

Cependant, d'une façon générale, la Mission a noté une relative maîtrise des procédures de vote par le personnel électoral.

## **- Sécurité et incidents**

Aucun incident majeur n'a été signalé au moment où la Mission rend publique la présente déclaration. La Mission a toutefois été informée de quelques disputes isolées, à San par exemple.

A Kayes et, un cas d'achat de vote a été signalé et les mis en cause ont été interpellés.

## **- Présence des forces de l'ordre**

Le dispositif sécuritaire mis en place a fonctionné et permis la sécurisation des sites de vote et des opérations électorales. Dans quelques cas, l'on a observé l'irruption non justifiée des membres des forces de sécurité dans les bureaux de vote, en vue de s'enquérir du déroulement du scrutin.

### **- Participation des jeunes et des femmes**

Les jeunes et les femmes se sont de nouveau mobilisés en tant qu'électeurs, agents de bureaux de vote, délégués de candidats et observateurs. L'implication des femmes particulièrement à cette étape du processus suppose une participation plus représentative dans les instances de décision à court et moyen terme.

### **- Clôture des bureaux de vote**

La clôture des bureaux de vote s'est effectuée dans les normes et temps requis.

### **- Le dépouillement**

Les agents électoraux ont démontré une relative maîtrise des procédures de dépouillement, même si comme nous l'avons noté au premier tour, les procédures de dépouillement ne se sont pas faites selon la même méthode. Les procédures de rapprochement entre le nombre des émargements et le nombre de bulletins glissés dans les urnes se sont faites selon les interprétations de chaque bureau de vote.

La Mission a constaté comme au premier tour que, dans certains cas, les 3 différentes fiches de résultat ont été pré-remplies et signées d'avance par les agents des bureaux de vote avant même que le dépouillement ne commence.

Les enveloppes plastiques des fiches de résultats n'ont pas fait l'objet du même traitement. Certains agents de bureaux de vote ne marquaient aucune indication sur ces enveloppes pendant que d'autres y portaient toutes les mentions d'identification.

## **5- La centralisation des résultats**

La Mission note avec satisfaction que les commissions locales de centralisation ont amélioré les conditions d'accueil des représentants des centres et bureaux de vote transportant les résultats. Ces commissions ont également facilité l'accès des observateurs à tous les sites de comptage. La Mission espère que cette étape du processus électoral s'effectuera avec célérité et que les difficultés de communication entre différentes instances et organes n'entraveront pas le travail des agents.

## **6- La conservation du matériel électoral**

Le conditionnement du matériel utilisé et non utilisé n'a pas toujours été systématique. Par ailleurs la Mission a constaté que dans plusieurs centres de vote, des matériels tels que les lampes par exemple étaient nouvelles et différentes de celles du premier tour. Le centre de Sébénikoro à Bamako par exemple a dû acquérir une centaine de nouvelles lampes, les autres ayant disparu après le premier.

Il est important qu'il y ait des méthodes systématiques de conservation du matériel en vue de leur utilisation ultérieure et de la réduction des coûts des élections.

## **Conclusions et recommandations**

La Mission félicite tous les organes de gestion des élections (MATDAT, DGE, CENI) pour la bonne tenue du scrutin du 11 Août. La Mission étend ses félicitations aux organisations ayant accompagné le processus électoral au Mali, notamment la communauté internationale.

La Mission salue encore une fois le comportement civique des électeurs Maliens. Elle apprécie à sa juste valeur le patriotisme et la responsabilité des partis politiques qui se sont distingués par leur calme et leur engagement citoyen.

La Mission déclare que la phase de déroulement du scrutin du deuxième tour est conforme aux critères de crédibilité et de transparence.

Elle demande aux organes compétents de continuer à garantir la crédibilité et la transparence des différentes étapes de dépouillement et de centralisation des résultats en respectant strictement les délais et les droits de tous les acteurs électoraux.

### **La Mission recommande :**

#### **- Aux partis politiques**

Qu'ils attendent les résultats dans le calme et qu'ils engagent à court terme des programmes de formation de leurs membres et de leurs agents en vue du renforcement de la démocratie

#### **- Au Gouvernement et au Parlement**

Qu'il repense tout le processus de traitement du contentieux électoral en tenant compte des contraintes d'organisation des élections. Des dates réalistes permettraient la préparation logistique des élections et la mobilisation par les partis politiques pour le triomphe de la démocratie.

Par ailleurs, il est opportun que le Mali réfléchisse soit à la réforme des organes différents de gestion des élections, soit à la mise en place d'une structure unique de gestion en charge de tous les aspects du processus électoral, ceci en vue d'une plus grande efficacité.

Enfin, il est important d'étoffer le personnel de certaines administrations et notamment de la Cour Constitutionnelle, étant donné les attributions qui sont les siennes dans le domaine électoral.

## **Aux populations du Mali**

Qu'elles se mobilisent davantage pour toutes les consultations électorales, quelles que soient les conditions d'organisation de ces consultations.

A cet égard, la Mission souhaite que des programmes de sensibilisation et d'éducation civique s'étalent sur des périodes suffisamment longues et qu'ils épousent le cycle électoral en vue d'une plus grande efficacité.

Si l'élection présidentielle malienne a enregistré un taux de participation élevé par rapport aux élections précédentes dans le pays, ce taux reste encore faible comparativement aux taux de participation dans les cas d'élection post-conflit en Afrique. Un effort supplémentaire est nécessaire pour susciter plus d'engouement de la population malienne pour les élections.

**Fait à Bamako le 12 Août 2013**